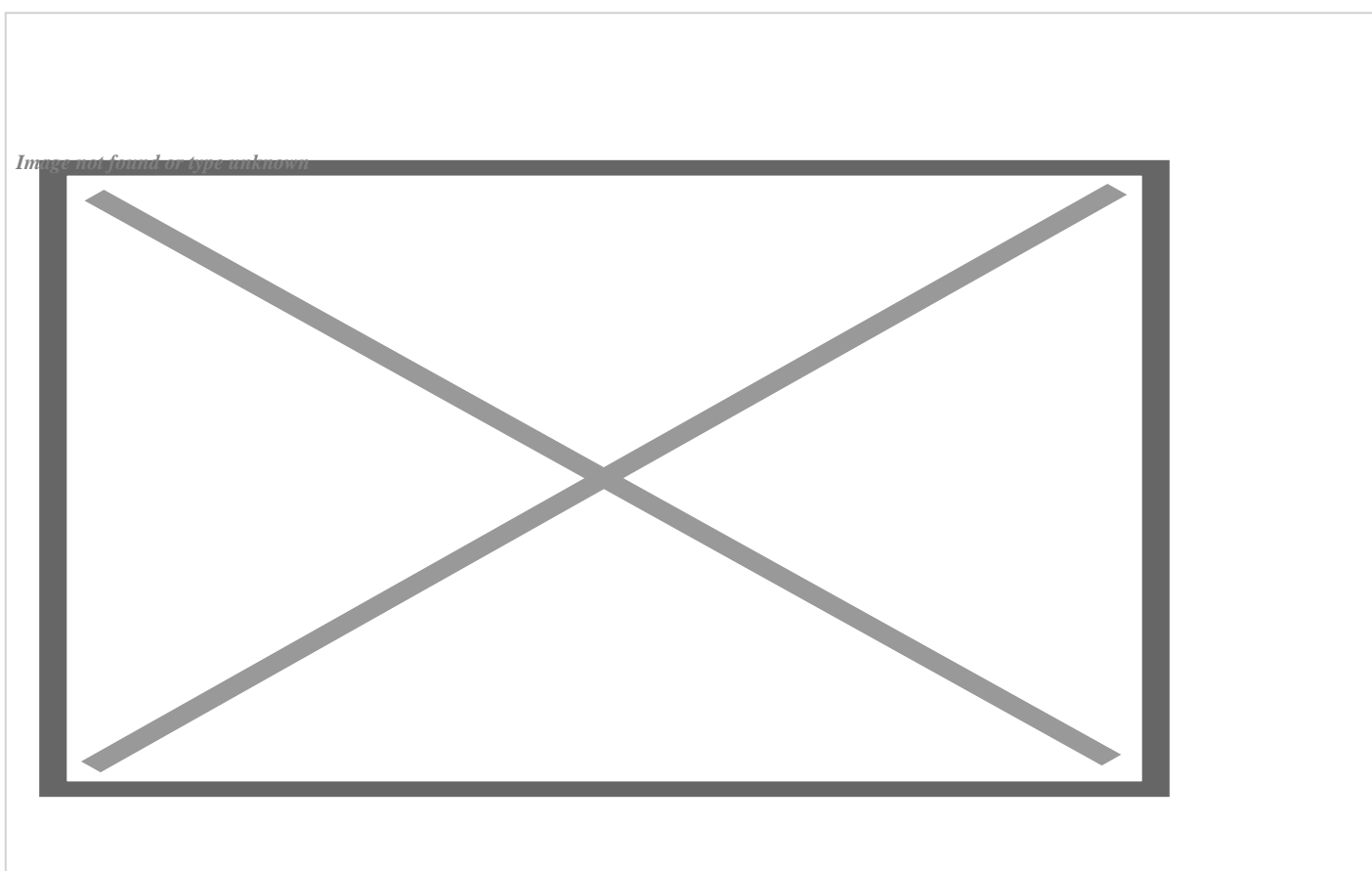


Le président argentin qualifie de violence institutionnelle la répression déclenchée contre les manifestations en Colombie



Buenos Aires/La Paz. 7 mai (RHC) Le président argentin, Alberto Fernández, a exprimé sur son compte Twitter officiel sa préoccupation face à la répression en Colombie, qu'il a qualifiée de violence institutionnelle, qui a fait des dizaines de morts jusqu'à présent.

"C'est avec préoccupation que je constate la répression déclenchée contre les protestations sociales en Colombie. Je prie pour que le peuple colombien retrouve la paix sociale" a tweeté le président, ajoutant une allusion directe au gouvernement du pays, l'exhortant à mettre fin à la violence institutionnelle.

Fernández se joint à la liste des dirigeants et des entités internationales qui se prononcent sur la crise des droits humains qui sévit aujourd'hui en Colombie, avec l'affrontement des forces de police contre les manifestants en grève nationale contre la réforme fiscale.

L'ancien président bolivien Evo Morales s'est également prononcé à ce sujet, considérant la situation comme une occasion de provoquer des changements structurels dans la nation.

Morales a appelé les organisations internationales à intervenir face à la situation. "Les organisations internationales doivent mettre fin à la violence", a-t-il déclaré sur Twitter.

Cette semaine, le rejet de la répression policière en Colombie est également venu des institutions de la France, du Chili, du Costa Rica, de l'Uruguay, de Cuba, de l'Espagne, de l'Australie, de l'Allemagne et du Royaume-Uni, alors que se déroule aujourd'hui la dixième journée de manifestations dans le pays latino-américain.

Le Groupe de Puebla, l'Organisation des Nations Unies (ONU) et l'Union européenne, qui ont appelé au calme et à un partage équilibré des pouvoirs, se sont également déclarés préoccupés.

Les brutalités policières en Colombie ont commencé le 28 avril dernier après que les syndicats et les groupes sociaux ont commencé une grève nationale contre la récente augmentation des impôts par un décret de l'exécutif, contre la réforme des pensions et de la santé promue par le gouvernement, ainsi que d'autres mesures antipopulaires.

(Telesur)

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/256581-le-president-argentin-qualifie-de-violence-institutionnelle-la-repression-declenchee-contre-les-manifestations-en-colombie>



Radio Habana Cuba